

## SOCIÉTÉ



### Les fruits de la guerre

Le Guatemala vit encore au rythme des assassinats, de tortures et de la répression. Ces violations constantes aux droits humains, que Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la Paix 1992, a dénoncées depuis 20 ans, ont des répercussions graves sur la vie quotidienne des survivants. La santé publique est en danger: au Guatemala, les victimes du choléra (plus de 6000 cas et 70 morts) ont été plus nombreuses que partout ailleurs en Amérique centrale.

Page B-1

# PWA poursuit Air Canada pour 1,5 milliard \$

Gérard Bérubé

RÉACTION VIOLENTE de PWA, société mère de Canadien International. Accusant Air Canada de «pratiques commerciales prédatrices, déloyales», le transporteur de l'Ouest lui a collé sur le dos une action de 1,5 milliard \$. Chez Air Canada, on y voit un geste désespéré. Au cours d'une conférence de presse tenue hier, le président du conseil de PWA, Rhys Eaton, a utilisé un langage enflammé. Il a accusé Air Canada d'avoir engagé une guerre de prix destructrice dans le seul but d'éliminer Canadien. Le

montant de 1,5 milliard \$ réclamé viserait à compenser le transporteur de l'Ouest pour les dommages subis.

«Air Canada a suffisamment de pouvoir pour imposer unilatéralement une baisse de prix dans le marché et pour persister dans cette voie jusqu'à ce que Canadien, qui se doit de rencontrer la nouvelle grille tarifaire pour demeurer concurrentielle, en soit sévèrement affectée financièrement.»

«Air Canada est en meilleure situation financière, a ajouté M. Eaton, et peut sortir Canadien du marché.» Le président du conseil de PWA a mis en relief le fait qu'entre le 22 janvier et le 26 avril 1992, Air

Canada a introduit une politique d'escompte impliquant des réductions variant entre 60 et 75% sur les tarifs réguliers de plusieurs liaisons. «En général, l'escompte consenti abaisserait les tarifs sous la barre des coûts de production.»

Rhys T. Eaton ne mâche pas ses mots. «Que ce soit bien clair. L'objectif d'Air Canada est de faire cesser les activités de Canadien International. Elle a l'intention de parvenir à ses fins en menaçant le gouvernement et en se servant de ses coffres plus garnis pour pouvoir nous survivre, même si sa perte quotidienne est deux fois plus élevée que la nôtre (1,2 million vs

Voir page A-4: PWA

## OKA

### Le président de la Chambre de commerce crie au secours

Paul Cauchon

«APRÈS DEUX ans et demi rien n'est réglé: qu'on nous envoie quelqu'un pour régler la crise, qui dure encore, et surtout pas Claude Ryan qui ne fait rien!»

Le président de la Chambre de commerce d'Oka, un restaurateur bien connu dans la région et réputé être un homme calme, n'en peut plus. Il lançait hier un véritable cri du coeur en envoyant au premier ministre Bourassa, par lettre, un appel à l'aide qui frôle le pathétique.

«Deux ans et demi après la crise d'Oka, et me voici encore vous suppliant de ne pas ignorer nos cris de désespoir», écrit Michel Beaulne. Ayez pitié de nous, nous avons besoin d'aide!»

M. Beaulne mettait tout sur la table de son chic restaurant hier: les terrains des propriétaires blancs enclavés à travers les terres autochtones dont l'achat n'a pas été négocié malgré les promesses du fédéral, la dégradation économique d'une région autrefois prospère, et la sécurité de la population qui ne serait aucunement assurée.

«Dois-je demander à mes 3000 concitoyens de s'armer?» ajoute M. Beaulne dans sa lettre. Dans les dernières semaines en effet plusieurs citoyens d'Oka ont commencé à se procurer des armes de chasse parce qu'ils sentent que leur sécurité n'est plus assurée, la Sûreté du Québec ne répondant pas à tous les appels d'aide, prétendent-ils. «Il suffirait que quelqu'un perde la tête, soit en colère, soit dépressif pour commencer à tirer. Est-ce qu'on attend d'autres morts avant de réagir?» ajoutait-il hier.

LE DEVOIR rendait compte samedi dernier de l'histoire de Richard Foucault, ce citoyen de Kane-satake qui a appelé la Sûreté du Québec en pleine nuit parce que des intrus venaient de s'introduire chez lui, déclenchant le système d'alarme de la maison. La SQ de Saint-Eustache lui avait répondu de voir à tout cela lui-même puisque le secteur «était trop dangereux».

Michel Beaulne soutient qu'il ne s'agit aucunement d'un cas isolé. Deux jours avant une autre famille, qui refuse de s'identifier, avait vécu le même problème, et la fin de semaine dernière «au moins quatre vols dans des résidences ont été signalés».

«Je n'accuse personne, dit-il. C'est très possible qu'il y ait des gens qui viennent de Laval ou de Montréal pour voler. Vous vous rendez compte? Quelle aubaine, les gens savent que nous n'avons plus de protection policière!»

Michel Beaulne s'en prend durement au ministre Claude Ryan, «qui n'arrête pas de dire que ce sont de maudits cas isolés alors qu'il

Voir page A-4: Oka



Diane Wilhelmy, aujourd'hui retournée à sa tâche de professeur à l'ENAP

# Affaire Wilhelmy, nouvel épisode: la cour est saisie, la police fouille

## Marc Michaud riposte en Cour supérieure contre la Sûreté

Danny Vear

LA SÛRETÉ du Québec n'hésiterait pas à contacter les personnes dont les noms se trouvent dans les agendas professionnels de l'avocat Marc Michaud, cet ancien conseiller au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et militant du NON lors de la campagne référendaire, l'un des suspects potentiels de la SQ dans le cadre de son enquête sur la fuite de documents secrets de L'Actualité.

Selon Me Michaud, cette pratique de la SQ porte atteinte à ses droits. A ce propos, la Cour supérieure entendra aujourd'hui une requête en injonction permanente que Me Michaud a déposée vendredi dernier.

Atterré, las du harcèlement de la SQ, Me

Michaud clame son innocence. «Je n'ai rien à cacher dans cette affaire. Je n'ai rien à voir avec la fuite des documents secrets de L'Actualité», affirme-t-il.

Le 2 novembre dernier, la SQ a procédé à des perquisitions au bureau, dans la voiture et au domicile de Me Michaud. Lors de cette perquisition, de nombreux documents ont été saisis, notamment ses carnets et une liste partielle de noms des membres du comité du NON de Rosemont.

Contrairement à ce qu'écrivait hier La Presse, cette liste est partielle, publique et ne comporte qu'une trentaine de noms. Me Michaud était responsable d'un secteur restreint de Rosemont. A ce titre, il détenait une liste des noms des greffiers et des représentants de son secteur. «Cette liste est disponible au Bureau

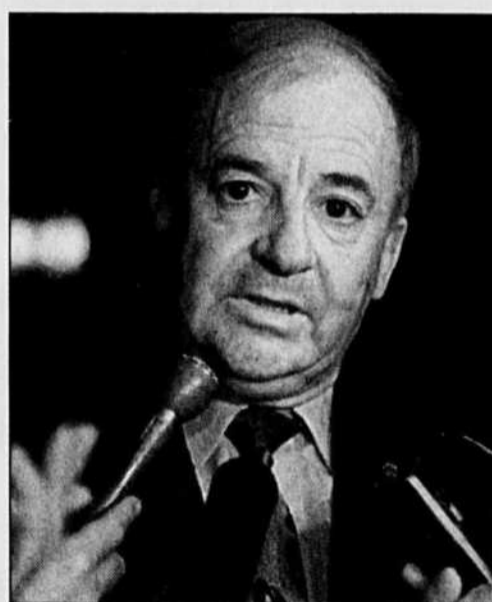
Voir page A-4: Michaud

## La police enquête sur les députés Chevrette et Brassard

Michel Venne

de notre bureau de Québec

DEUX DÉPUTÉS du Parti québécois seront interrogés par la Sûreté du Québec dans le cadre d'enquêtes sur l'affaire Wilhelmy et sur la fuite de documents confidentiels publiés par L'actualité sur les négociations constitutionnelles. En révélant cette information, hier, le député Guy Chevrette a soulevé l'hypothèse que l'enquête policière cache des motifs politiques. «Ça sent la chasse aux sorcières, a-t-il déclaré. Et ça m'agace.» L'agent Aurry Fortier de l'unité des crimes économiques de la Sûreté du Québec à Montréal a contacté M. Chevrette hier matin pour l'inviter à collaborer avec la police. L'agent a informé le député qu'il cherchait à



Guy Chevrette, leader de l'opposition: une enquête politique?

rejoindre son collègue Jacques Brassard pour les mêmes raisons. Les deux députés, qui participaient hier à une réunion du caucus du Parti québécois, ont promis de se soumettre aux interrogatoires plus tard cette semaine si la SQ les assure qu'il s'agit d'enquêtes portant sur des actes criminels présumés et fait la démonstration qu'il ne s'agit point d'enquêtes à saveur politique. «Si je sens que ça sent l'enquête politique, il y a des policiers qui vont aller se faire cuire un oeuf, a dit le bouillant député de Joliette. Mais si c'est une enquête sur des mandats bien précis de violation de droits fondamentaux en vertu du Code criminel, on collaborera.» M. Chevrette déclare faire confiance à la police mais pas tellement au gouvernement qu'il soupçonne «d'être capable de

Voir page A-4: SQ

# Ce fut le plus beau Salon de tous

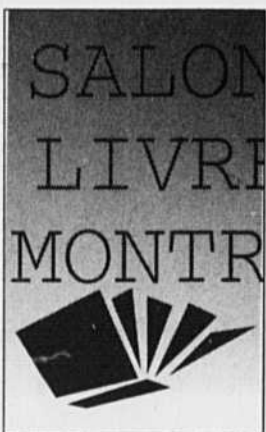
## 107 000 personnes ont participé à la grande fête du livre

Stéphane Baillargeon

LA MESSE est finie et la célébration du livre a connu son plus grand succès à vie, à Montréal, depuis la création du Salon, il y a une quinzaine d'années. Tous les objectifs ont été dépassés, surtout le plus significatif, le nombre de visiteurs, qui mesure en quelque sorte la popularité de l'événement. Entre jeudi dernier et hier soir, le SLM a fait le plein de 107 000 personnes, 3000 de plus que l'an passé.

«On a connu notre plus beau Salon, disait Mme Francine Bois, directrice générale de l'événement, à l'heure du post-mortem. Il y avait de la magie dans l'air cette

année et tout le monde est très heureux.» Jean-Claude Germain, le président honoraire, en a remis en criant «Vive novembre, Vive le Salon du livre de Montréal en novembre, Vive le novembre livre!» Avec ses 15 000 mètres carrés d'exposition, ses 525 kiosques



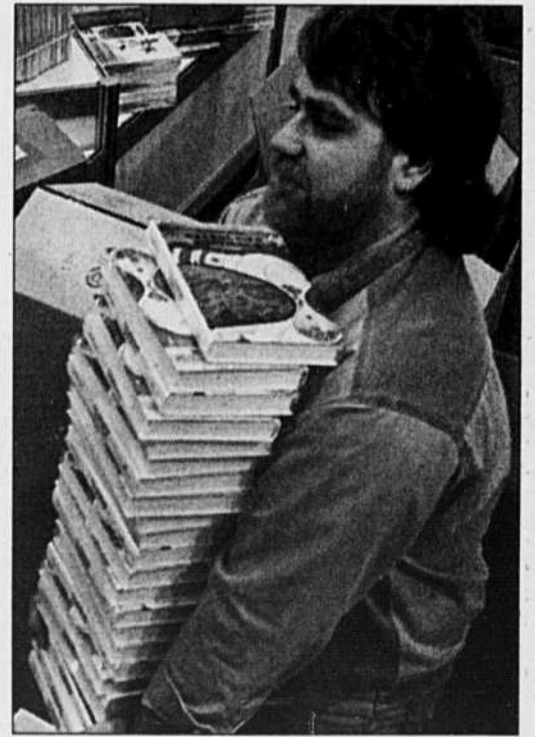
animés comme autant de chapelles par des centaines d'employés, avec ses centaines de milliers de livres, le Salon a aussi remporté un important succès commercial. Certains «vendeurs du temple», comme XYZ, confessaient plus du double des ventes par rapport à l'an dernier, une année noire, stigmatisée par la TPS et les débuts d'une récession qui n'en finit pas de finir.

Chez Dimédia, on évaluait la progression dans la même proportion. «C'est d'autant plus formidable que nos attentes n'étaient pas très élevées, vu le contexte économique, disait Serge Thérout, directeur commercial du géant diffuseur. Comme le Salon sert souvent d'indicateur à ce

qui se prépare en librairie, le reste de l'automne risque d'être stimulant. L'hiver ne sera pas si dur.»

Un qui garde un arrière goût de l'événement, c'est Michel Tremblay, qui a fait les frais d'un gigantesque pétard mouillé. Un temps, pour quelques heures à peine, on a cru que le plus célèbre auteur du Québec, dieu tutélaire de notre dramaturgie, serait immolé sur l'autel du nationalisme à courte vue, pour avoir vendu ses archives personnelles à la Bibliothèque nationale du Canada, pour environ 300 000 \$. La «nouvelle», vieille en fait de quelques années, n'a finalement pas entaché la réputation du seigneur des lettres et l'anecdote sera

Voir page A-4: Salon





### Paris et Noël Traditionnel en Provence

#### du 17 au 27 décembre 1992

Avant de partir au Pays de Daudet,  
une escale à Paris illuminé de ses parures de Noël



**Voyages Malavoy inc.**  
**(514) 861-2485**

**SUITES DE LA PREMIERE PAGE**

◆ **SQ**

n'importe quoi», y compris de vouloir utiliser la Sûreté du Québec à des fins politiques. «Si c'est une enquête politique, je ne le prendrai pas, a-t-il averti. Et comme formation politique on va faire une guerre terrible sur le fait qu'on fait jouer un rôle politique à une Sûreté du Québec ou à n'importe quel corps policier. Ce sera grave aux portes.» A mots couverts, le député soupçonne le gouvernement de faire exécuter par la SQ un travail qu'il a été incapable de mener à bien lui-même. «M. Bourassa n'a pas été capable de m'arracher les réponses; il voudrait me les faire arracher par la police?», a-t-il dit sur le mode interrogatif. «Est-ce que c'est pour renseigner (le ministre responsable des affaires canadiennes) M. Gil Rémillard? demande encore le député. M. Gil, il est en train de faire son ménage, il continuera à le faire.» Une enquête administrative a été déclenchée au ministère de M. Rémillard pour découvrir qui était à l'origine de la fuite de documents confidentiels publiés par L'actualité aux derniers jours de la campagne référendaire. M. Brassard estime qu'il y a un risque qu'on s'engage dans une chasse aux sorcières et qu'on se mette à chercher des boucs émissaires. La SQ mène l'enquête sur deux affaires: l'affaire Wilhelm, qui a éclaté en septembre; et la fuite de documents confidentiels du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) publiés par le magazine L'actualité (dans ce cas, la SQ aurait fait une perquisition chez un suspect présumé et ancien employé du SAIC devenu militant pour le NON Me Marc Michaud. (Texte ci-contre.) Les deux députés croient que la SQ veut les interroger sur l'origine de l'enregistrement clandestin d'une conversation entre la sous-ministre Diane Wilhelm et le conseiller André Tremblay qui a fait grand bruit. Les deux fonctionnaires critiquaient amèrement aussi bien le contenu de l'entente de Charlotte-town que l'attitude du premier ministre Bourassa durant les négociations. L'enregistrement avait été reçu de source anonyme par la station de radio CJRP à Québec. La cour avait interdit la diffusion de son contenu. MM. Brassard et Chevrette avaient toutefois abordé le sujet à l'Assemblée nationale sous la protection de l'immunité parlementaire. M. Brassard a admis hier avoir pu prendre connaissance du contenu de la bande avant la date prévue de diffusion des reportages de CJRP à ce sujet. LE DEVOIR révélait le 2 octobre que la station avait fait entendre l'enregistrement à M. Brassard quatre jours avant la date de diffusion et lui avait remis une copie de la transcription. «J'en ai pris connaissance, a-t-il déclaré, par ceux qui avaient entre les mains les éléments de cette conversation. Je n'ai aucun élément d'information, précise-t-il toutefois, sur la façon dont cette cassette est parvenue à CJRP.» M. Chevrette met pour sa part en doute l'opportunité de mener une enquête policière dans cette affaire. Selon lui, si la conversation a été captée à partir

d'un téléphone cellulaire grâce à un balayeur d'ondes, aucun acte criminel n'a été commis. Si aucun acte criminel n'a été commis, il ne peut y avoir d'enquête criminelle. Si on le soupçonne par contre d'avoir enfreint l'ordonnance de la Cour interdisant de révéler le contenu de la bande, il soutient n'avoir parlé qu'une fois de cette affaire et ce fut à l'Assemblée nationale avec immunité parlementaire. Quant à l'autre affaire, concernant la fuite de documents, les deux députés disent en ignorer tout. M. Chevrette dit ne rien connaître du suspect Michaud, ne l'avoir jamais vu et même ignorer qu'il avait milité pour le camp du NON durant la campagne référendaire. Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, a pour sa part refusé de commenter. Tout ce que l'on sait, dit-il, c'est qu'un homme prétend que la police a saisi chez lui une liste du comité du NON. On ne sait pas d'où part cette information, ni même de quelles listes il s'agit. «Du calme, a-t-il lancé. Tant que je n'en sais pas plus, vous n'arrivez pas à me faire grimper dans les rideaux... ni même à en redescendre», dit-il dans un grand éclat de rire.

◆ **Salon**

vite oubliée, bien avant la prochaine édition du Salon. Cette affaire de manuscrits est un peu le symbole du Salon pour une autre raison. En ce sens qu'elle pose la question du repli sur soi et de l'ouverture du Québec à l'autre, à l'étranger, au monde. Le Salon est devenu une grande fête, qui peut peut-être encore grandir, mais qui doit surtout s'ouvrir d'avantage, s'ouvrir sur la ville, accueillir plus d'écrivains étrangers. De ce point de vue, les absents pesaient lourd. Évidemment, on ne peut pas oublier le passage des invités de marque, comme François Nourissier et Pierre Mertens, Michel Butor et Alain Rey. Mais, on nous avait aussi promis l'éditeur Maurice Nadeau, le romancier Tahar Ben Jelloun, Pierre Assouline, Jean Lacouture et Yves Berger, et encore quelques autres grosses plumes, qui ne sont finalement pas venues. Pas plus que le père Aristide, président élu d'Haïti, qu'on espérait recevoir à titre d'écrivain, parce qu'il vient de publier sa biographie (*Tout homme est un homme*).

Il faut aussi déplorer l'absence de tous les finalistes et de tous les récipiendaires des prestigieux prix littéraires français. Patrick Chamouveau, récompensé du Goncourt pour *Texaco* (Gallimard), ne s'est pas plus pointé que François Weyergans, titulaire du Renaudot pour *La démente du boxeur* (Grasset), qui est pourtant un habitué de Montréal. Ni Michel Rio, prix Médicis avec *Tlacuico* (Seuil), ni Anne-Marie Garat, Fémina 1992 avec *Aden* (Seuil).

Dans ce cas, l'excuse est bien évidente et tous les acteurs concernés la servent à qui mieux mieux: c'est en plein la saison des distributions à Paris. Tout de même, un Salon, ça se planifie à l'avance, alors pourquoi ne pas forcer un peu les invitations, dès qu'on sait qui va publier quoi et chez qui. «On sait tout disait Mme Bois. Mais, même si on s'y prend longtemps à l'avance, on a toujours des surprises et des annulations en fin de parcours.»

Le Salon de Montréal devrait aussi songer à imiter ses petits

frères du Québec qui s'efforcent tous ou presque de faire vivre la littérature dans la ville où l'on tient Salon. Au Saguenay, on organise des lectures d'ouvrages dans les écoles. En estrie, on lit des poèmes jusque dans les bars et les restaurants. Pourquoi pas à Montréal? Pourquoi ne pas envoyer les écrivains jeunes dans les écoles, des auteurs «vieillesse» dans les librairies? Pourquoi ne pas faire lire des textes dans les centres commerciaux, ne serait-ce que dans la Place Bonaventure elle-même? Mme Bois confirmait seulement que cette avenue allait être explorée: «On y pense sérieusement, mais on ne veut pas seulement copier les idées des autres.» On verra bien l'an prochain...

◆ **Michaud**

général des élections. On est loin des années 70», a expliqué le président de l'Association du Parti québécois de Rosemont, André Salinovich. Selon lui, la SQ aura bien peu de choses à se mettre sous la dent.

Me Michaud est plus inquiet à propos de ses agendas. Dans sa requête en injonction interlocutoire provisoire déposée en Cour supérieure, Me Michaud souligne que «l'utilisation de l'information contenue dans ses agendas attirerait le discrédit sur la profession et l'ensemble du corps judiciaire.»

Par cette requête, l'avocat demande à la Cour supérieure que lui soit restitué ses agendas et toute copie que la SQ pourrait garder en sa possession. Il demande également que la SQ soit condamnée à lui payer 10 000 \$ en dommages psychologiques et professionnels.

Le 12 novembre dernier, Me Michaud a surpris des enquêteurs de la SQ prendre contact avec l'un de ses clients. Après vérifications, Me Michaud a constaté que ce n'était pas un événement isolé. Selon lui, la SQ aurait communiqué avec presque tous ses clients. Ainsi, Nilton Pacheco, l'un d'eux, a été ouvertement approché par un agent de la SQ qui lui a affirmé enquêter sur les dossiers de L'Actualité. Me Michaud déplore que la SQ communique sans vergogne avec sa clientèle.

Visiblement ébranlé, Me Michaud a affirmé ne pas savoir qui «voulait le couler». Me Michaud affirme qu'il est suspecté injustement d'être responsable de la fuite des documents secrets de L'Actualité. «J'en ai marre qu'on soit sur mon dos.»

Dans sa requête en injonction permanente, Me Michaud affirme que le mépris avec lequel la SQ l'a traité lui a causé de nombreux problèmes qui l'ont mené à son hospitalisation le 5 novembre 1992. Par la suite, souligne-t-il, il a été dans l'incapacité d'exercer sa profession.

Jusqu'au 30 septembre dernier, Me Michaud travaillait au gouvernement du Québec. Il a quitté parce qu'il n'endossait plus les positions de son employeur. Pour la période référendaire, il a travaillé au comité du NON. Il était plutôt de tendance alliariste. Le soir du référendum, il a été vu au Regroupement des libéraux pour le NON. Jusqu'à tout récemment, il travaillait dans un cabinet d'avocats montréalais.

Contrairement à ce que soutenait La Presse, hier, Me Michaud «ne rentre pas à France». Vendredi, il prend l'avion et se rend simplement au chevet de sa mère malade en France.

De plus, Me Michaud nie catégoriquement «connaître la correspondante du Monde à Montréal». Il ne comprend guère l'attention dont il fait l'objet dans certains médias montréalais. Pour lui, La Presse et son journaliste Denis Lessard sont «l'instrument d'une campagne de salissage politique à son endroit.»

Il ne comprend pas non plus pourquoi des fonctionnaires, tenus au devoir de réserve, parlent d'abondance à des journalistes.

C'est le ministre Gil Rémillard qui a demandé, en octobre, à la SQ d'enquêter pour identifier l'auteur de la fuite de documents de hauts fonctionnaires qui effectuaient une évaluation très négative de l'entente.

◆ **PWA**

600 000 \$). Il a brisé le spectre du monopole: «Sans l'existence de Canadien, le consommateur sera à la merci d'un quasi-monopole.» M. Eaton a déjà fait remarquer que depuis 1988, Canadien a réduit

sa capacité intérieure de 26 % alors qu'Air Canada n'a réduit la sienne que de 4 %. «En 1992, année de récession, Air Canada a affaibli davantage l'industrie en ajoutant une capacité additionnelle allant jusqu'à 13 % pendant la période d'avril à septembre.»

Enfin, Rhys Eaton s'en est pris aux allégations d'Air Canada, qui fait le dos rond devant l'éventualité d'un apport gouvernemental au plan de sauvetage de Canadien, en lui renvoyant la balle. «Compte tenu de l'appui gouvernemental, des lignes de crédit non garanties et de la flotte d'appareils non grevés obtenus lors de la privatisation, on doit se demander pourquoi Air Canada prétend soudainement qu'elle sera contrainte de cesser son exploitation ou de se laisser acheter par un transporteur étranger si Canadien réussit à conclure une entente avec American Airlines.»

Et il a mis en perspective l'acquisition, par Air Canada, d'une participation de 24 % dans l'américaine Continental Airlines. «Air Canada a annoncé qu'elle se portait acquéreur d'un transporteur étranger, qui bénéficiait de la protection du chapitre 11 de la Loi sur la faillite aux États-Unis, et qu'elle assumait encore plus de dettes tout en injectant des fonds.»

Quant aux déclarations d'Air Canada voulant que Canadien envoie des emplois aux États-Unis, M. Eaton a mis en relief le fait qu'Air Canada avait dépensé 235 millions \$ pour conserver 37 000 emplois de Continental aux États-Unis, «alors qu'elle ne voulait pas conclure une fusion avec Canadien qui aurait permis de sauver des emplois au Canada». Pour notre part, a-t-il conclu, nous tentons d'attirer des investissements américains d'environ 250 millions \$ afin de sauver 18 000 emplois au Canada. En fait on espère, chez Canadien, sauver 16 000 des 17 300 emplois de l'entreprise.

Chez Air Canada, on nie les allégations de concurrence déloyale de PWA. «Nous préférons réserver nos commentaires, à ce stade-ci», a déclaré Denis Couture. Le porte-parole du plus gros transporteur au pays a toutefois qualifié la poursuite de «geste désespéré». «Nous ne voulons pas la perte de 16 000 emplois. Au contraire, nous recherchons une solution viable pour l'industrie.»

Chez Air Canada on ne veut pas jouer le jeu de PWA et alimenter une querelle de mots désagréables. Mais on trouve étrange la coïncidence entre le montant de la poursuite de PWA et celui de Gemini.

A cet effet, le président du conseil de PWA n'a pas voulu établir de liens entre la poursuite déposée hier devant la Cour du banc de la reine à Calgary et celle du même montant intentée par le réseau de réservations informatisé Gemini contre PWA, Canadien et American Airlines. «Il n'y a aucun lien. Au contraire, insiste Béatrice Pepper, porte-parole de Canadien, le Bureau de la concurrence a accueilli avec un grand soulagement notre demande de retrait, qui mettait un terme à une situation de monopole.»

Le retrait du réseau Canadien était une des conditions imposées par American Airlines, qui a demandé à Canadien de travailler avec son réseau Sabre. «De toutes façons, Canadien génère 30 millions \$ de revenus dans Gemini mais coûtait l'équivalent en services. Avec la venue de United Airlines, un des deux partenaires américains d'Air Canada, dans ce réseau, nous nous retrouvons en position minoritaire.»

Béatrice Pepper se joint à Rhys Eaton pour lancer un «ça suffit!» à Air Canada. «En trois ans, notre part de marché au pays est passée de 11 à 43 %. Air Canada veut tout simplement nous voir disparaître. Ce sont eux qui nous ont parlé de fusion et qui, deux mois après que nous ayons négocié de bonne foi, ont laissé tomber le projet, au moment où ils se portaient acquéreurs de Continental.»

La porte-parole réfute les allégations à l'effet qu'une aide financière d'Ottawa signifierait le transfert, aux États-Unis, du contrôle sur l'industrie canadienne du transport aérien. «Nous ne demandons pas une subvention mais une garantie de prêts (de 290 millions \$) étalée sur trois ans. Et l'investissement d'American Airlines se ferait en contrepartie d'une participation de 25 % dans notre entreprise.» PWA conserverait six directeurs sur huit au conseil d'administration. «Ce qui intéresse American Airlines dans un contexte de globalisation, c'est de



PHOTO PC

**Opération délicate**

L'hiver a pris de l'avance en Ontario si l'on se fie à cette scène prise hier dans la ville de Kitchener. Deux employés du Service des Parcs de la ville doivent faire des prouesses sur le garde-fou enneigé d'un pont pour aller remplacer une ampoule. La neige est tombée en abondance sur cette région de l'Ontario et dans l'est des États-Unis.

s'associer à un transporteur d'appoint bien structuré, c'est tout.»

Chez PWA, on attend toujours une réponse de Jean Corbel, ministre des Transports. «Les discussions se sont poursuivies. Il ne reste plus que cet élément du dossier à régler», a enchaîné Béatrice Pepper. Le gouvernement n'avait toujours pas pris de décision hier. Le caucus se réunit aujourd'hui et le dossier y sera débattu.

◆ **Oka**

est le seul à le penser. C'est Claude Ryan qui est un cas isolé.»

Puisque les politiciens «s'occupent seulement de leur image, de leurs votes», Michel Beaulne suggère dans sa lettre au premier ministre de nommer des «spécialistes en négociation et en communication, des gens qui connaissent les vrais problèmes et qui n'ont pas d'image à défendre» pour créer une table de concertation ou un comité qui permettrait de chercher des solutions durables.

Il suggère même les noms de Louis Laberge, Ghislain Dufour, Gérard Larose, Lorraine Pagé, Serge Joyal, ou encore Michèle Rouleau (anciennement de l'Association des femmes autochtones). «On peut sûrement en suggérer d'autres, mais il faut bouger» dit-il.

La démarche de la Chambre de commerce d'Oka peut sembler curieuse puisque ce genre de pressions devrait normalement provenir du conseil municipal. M. Beaulne refuse de juger le maire du village Jean Ouellet ainsi que le maire de la paroisse d'Oka Yvan Patry mais il laisse tout de même tomber: «Les politiciens locaux semblent dépassés par les événements.»

Et puis, ajoute-t-il, «la population vient voir les gens de notre organisme en pleurant, en nous suppliant de faire quelque chose puisque personne ne les aide.»

«Plus la crise dure plus le racisme augmente, alors que nous vivions en bons voisins avec la majorité des autochtones, soutient-il. La grande majorité des autochtones souffrent d'ailleurs autant de l'insécurité actuelle, qui profite à de petits groupes fauteurs de trouble.»

Le vice-président de la Chambre de commerce, Serge Pharand, a été mandaté pour prendre contact avec le Conseil de bande de Kanesatake afin de mettre sur pied une structure de dialogue.

Le responsable de l'Association des propriétaires de l'intérieur de

Kanesatake, Jean Jolicoeur, partage également le ras-le-bol du président de la Chambre de commerce. Il demeure stupéfait de constater qu'à l'exception du petit secteur des Jardins d'Oka dans la pinède l'immense majorité des dossiers d'achat de terrains n'ont aucunement été réglés. Dans plusieurs cas, indique-t-il au DEVOIR, on n'a même pas tenu de négociations alors que le gouvernement fédéral s'était engagé à ouvrir des négociations avec les propriétaires blancs pendant la crise de 1990.

**Un guide pratique sur l'alimentation**

EN RÉPONSE à une demande des consommateurs, un Guide pratique sur l'alimentation vient d'être lancé dans la Collection Protégez-Vous, de l'Office de la protection du consommateur.

Le guide sera disponible à compter de samedi dans les kiosques à journaux au coût de 9,95 \$. Ceux qui sont déjà abonnés au magazine Protégez-Vous bénéficieront d'un rabais, puisqu'ils ne paieront que 6,95 \$ en se le procurant par la poste ou par commande téléphonique.

Le «Guide pratique de l'alimentation» est le deuxième ouvrage thématique de la Collection Protégez-Vous, qui publie aussi le magazine du même nom, axé sur la consommation sous tous ses aspects. Le premier guide thématique s'adressait aux jeunes de 7 à 10 ans.

Cette fois, des experts traitent de l'alimentation sous l'angle de la santé, du budget et du quotidien. On y démystifie certaines croyances; on y répète les bons vieux conseils; on donne des statistiques intéressantes.

Le guide traite autant des régimes amaigrissants, que des suppléments de vitamines, du cholestérol, des aliments dits naturels, de l'agriculture biologique, des services de traiteur, des aliments en vrac, des aubaines à l'épicerie, de l'irradiation des aliments, des mets cuisinés sous vide ou congelés et de l'eau embouteillée.

Bien conscients que les gens mangent de plus en plus au restaurant, les rédacteurs livrent aussi des conseils judicieux sur la façon de composer des repas sains, même dans les restaurants minute. Quoi choisir, quoi éviter.

En 128 pages, le lecteur retrouvera parfois des articles déjà parus dans Protégez-Vous et remis à jour, mais aussi de nouveaux textes rédigés pour la publication.

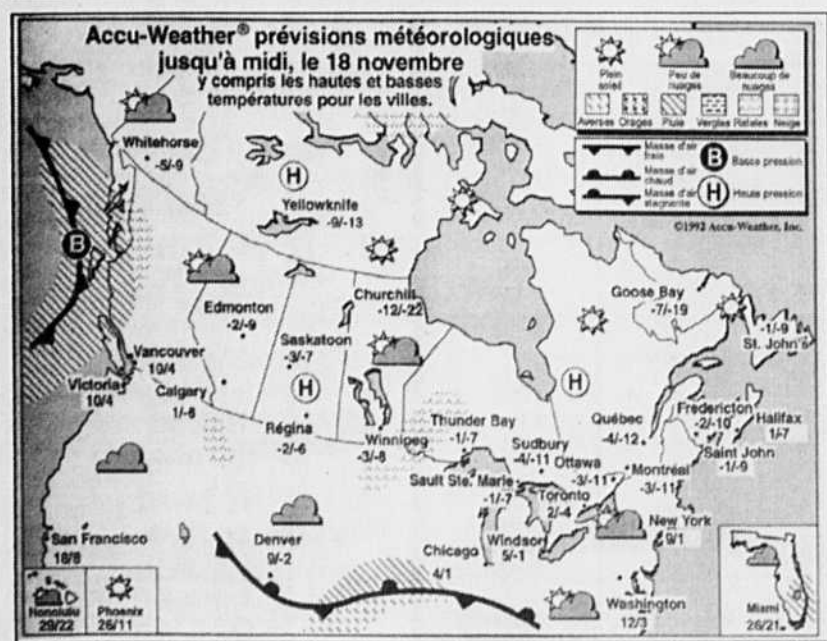
Au cours d'une rencontre avec la presse, hier, pour célébrer le lancement du guide, la présidente de l'Office de la protection du consommateur, Mme Marie Bédard, annonçait déjà d'autres guides thématiques à venir: sur l'habitation, l'automobile, les finances personnelles.

Ces thèmes ont été identifiés par les consommateurs eux-mêmes, qui ont été interrogés par la revue Protégez-Vous.

**Des chiffres**  
Mme Bédard rappelle que l'alimentation constitue «le deuxième poste budgétaire d'une famille, après le logement et avant le transport et les vêtements.»

Dans le Guide pratique de l'alimentation, on indique notamment qu'une famille québécoise moyenne — deux adultes et deux enfants — dépense chaque semaine environ 125 \$ pour son épicerie.

**LA METEO**



**Situation générale:** une faible dépression juste au sud du Lac Ontario traversera la Nouvelle-Angleterre, cette nuit. La faible neige qui lui est associée et qui touche l'extrême sud de la province cessera d'ici cette nuit et sera suivie d'un dégel graduel. Un crête de haute pression sur le nord de l'Ontario s'amènera sur le Québec mercredi et donnera du beau temps sur la majorité des régions.

**MONTREAL**  
Ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Abitibi, Témiscamingue et Réservoirs Cabonga et Gouin: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -8.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -6.  
Pontiac, Gatineau et Lièvre: ensoleillé. Max.: -4.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -4.  
Laurentides: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -4.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -4.  
Ottawa et Hull: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Cornwall, Trois-Rivières et Drummondville: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -1.  
Estrie: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -3.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -3.  
Beauce et Québec: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -3.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -3.  
Saguenay, La Tuque, Réserve Faunique des Laurentides et Charlevoix: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -8.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -8.  
Rivière-du-Loup, Rimouski et Matapédia: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -4.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -3.  
Site-Anne-des-Monts, Parc de la Gaspésie, Gaspé et Parc Forillon: passages nuageux sauf ciel variable et 60 % de probabilité d'averses de neige près de la côte. Vers du nord-ouest de 15 à 30 km/h. Max.: -5.  
Baie Comeau et Sept-Îles: ensoleillé. Max.: -5.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -5.  
Basse Côte-Nord et Anticosti, Secteur à l'ouest de Natashquan: passages nuageux sauf ciel variable et 60 % de probabilité d'averses de neige sur Anticosti. Max.: -6.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. 60 % de probabilité d'averses de neige sur Anticosti. Max.: -6.  
Secteur de Natashquan et à l'est: ciel variable. Max.: -5.  
Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: -4.  
Source: Environnement Canada

**LE DEVOIR**

**ATTENTION**  
Veuillez noter que depuis le 15 novembre 1992 nous occupons de nouveaux locaux.

**NOUVELLE ADRESSE, NOUVEAUX NUMÉROS**

**2050 De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9**

**TÉLÉPHONES**      **TÉLÉCOPIEURS**

Général: 985-3333      Rédaction: 985-3360  
Publicité: 985-3399      Publicité: 985-3390  
Service à la clientèle: 985-3355  
Annonces classées: 985-3322      Annonces classées: 985-3340  
Avis publics: 985-3344      Avis publics: 985-3340